

Rapport n° 91/FRS/DGRIS du 22 avril 2023

Marché n° 2022 1050 132 203

Notifié le 28 décembre 2022

Réunion de lancement le 10 janvier 2023

OBSERVATOIRE DU MULTILATERALISME EN INDO-PACIFIQUE

POINT DE VEILLE No.2

Antoine BONDAZ, Marie DESBONNETS,

Thibault FOURNOL et Simon MENET



**Observatoire
du Multilatéralisme
en Indo-Pacifique**

POINT DE VEILLE No.2

Les points de veille bimestriels ont pour objectif de faire état du débat scientifique/académique sur le multilatéralisme en Indo-Pacifique, à travers la sélection de quatre publications récentes issues des principaux États de la zone : chapitres d'ouvrages, articles, etc. La rubrique « Pour aller plus loin... » propose une sélection complémentaire de publications. Une importance particulière est donnée à présenter des perspectives multiples, parfois contradictoires, et à identifier des auteurs d'origines et de profils divers.

Ce deuxième bulletin présente quatre publications d'auteurs japonais, bangladais, thaïlandais et singapourien. À contre-courant de la littérature traditionnelle, Hidetaka YOSHIMATSU montre comment l'ASEAN a pu faire face aux rivalités politiques entre grandes puissances en les associant de manière impartiale dans les initiatives régionales.

See Seng TAN s'interroge sur le statut de l'ADMM-Plus au sein de l'ASEAN. Contrairement à l'Asean Regional Forum, il le considère comme une illustration de la capacité de l'organisation à accueillir des arrangements multilatéraux dont le fonctionnement est similaire à celui de clubs minilatéraux.

Partant du constat de la place prépondérante de l'opinion publique dans l'élaboration et la conduite des politiques étrangères, Saifullah AKON, Md. Zakiul ALAM et Narut CHAROENSRI ont recueilli la perception de bangladais et thaïlandais quant à la montée en puissance stratégique du Japon dans l'Indo-Pacifique, et concluent à une représentation favorable du Japon comme État stabilisateur dans la région.

Enfin, Xue GONG analyse les conditions de l'efficacité de la dissuasion économique en Indo-Pacifique. Elle conclut à la pertinence de celle-ci car, bien que coûteuse pour des économies très interdépendantes, elle reste une réponse plus « civilisée » et adaptée contre des gouvernements économiquement, et non démocratiquement, légitimés.

SOMMAIRE

1. Hidetaka YOSHIMATSU – “ASEAN and Great Power Rivalry in Regionalism: From East Asia to the Indo-Pacific”, *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, Vol. 42, 2023
2. See Seng TAN – “ASEAN Defence Ministers’ Meeting-Plus: Multilateralism mimicking minilateralism?”, in Bhubhindar SINGH and Sarah TEO (Eds.), *Minilateralism in the IP, The Quadrilateral Security Dialogue, Lancang-Mekong Cooperation Mechanism, and ASEAN*, Routledge, 2020
3. Saifullah AKON, Md. Zakiul ALAM, Narut CHAROENSRI – “South and Southeast Asian Perceptions of Japan’s Strategic Rise for a Balanced Indo-Pacific: a Cross-National Case Study on Bangladesh and Thailand”, *East Asia*, Mar. 2023
4. Xue GONG – “Economic Deterrence for Peace in the Indo-Pacific”, in *Deterring Conflict and Preserving Peace in Asia*, Centre on Asia and Globalisation, National University of Singapore, Dec. 2022
5. Pour aller plus loin...

1. Hidetaka YOSHIMATSU – “ASEAN and Great Power Rivalry in Regionalism: From East Asia to the Indo-Pacific”

Cherchant à comprendre la façon dont l’ASEAN a appréhendé et géré les rivalités de puissances dans la région, Hidetaka Yoshimatsu affirme que l’ASEAN a pu faire face aux rivalités politiques entre grandes puissances en les associant de manière impartiale dans les initiatives régionales, tout en influençant les cadres normatifs qui façonnent le comportement des grandes puissances rivales. Pour étudier l’agilité de l’ASEAN dans le cadre des rivalités politiques régionales, l’auteur recourt au concept « d’enchevêtrement impartial » (*impartial enmeshment*) qui définit les efforts d’une organisation régionale pour orienter des puissances rivales vers la coopération en limitant les confrontations de pouvoir qui caractérisent pourtant leurs relations. Cette approche repose selon l’auteur sur un autre facteur déterminant, à savoir l’expertise accumulée par l’ASEAN pour créer et coordonner des initiatives régionales inclusives. Cette combinaison d’enchevêtrement impartial et de légitimité morale dans le domaine de la coopération régionale permet aux pays de l’ASEAN d’encourager des puissances pourtant rivales à adhérer voire à soutenir des architectures et des projets de coopération régionale.

L’auteur mobilise deux études de cas : la rivalité sino-japonaise en Asie de l’Est et la rivalité sino-américaine dans l’Indo-Pacifique. Dans le premier cas, il montre comment l’ASEAN a régulièrement décliné les propositions du Japon et de la Chine de créer des mécanismes institutionnels de coopération bilatérale, pour les transformer en des initiatives propres et plus inclusives permettant de diffuser des normes de comportement particulières. L’exemple le plus évident est le Traité d’amitié et de coopération en Asie du Sud-Est (TAC), que l’ASEAN a volontiers utilisé pour faire adhérer ses partenaires extérieurs à ses propres normes de souveraineté, de non-ingérence ou encore de règlement pacifique des différends.

La seconde étude de cas présente l’ASEAN Outlook for the Indo-Pacific (AOIP), reflet de la volonté de l’organisation de traiter équitablement les normes et les principes mis en avant, mais aussi la promotion d’une approche non conflictuelle et fondamentalement inclusive dans laquelle infuse sa vision de la région. Cette approche, en dépit des engagements substantiels de certains États membres dans l’initiative chinoise de Belt and Road Initiative, matérialise la retenue affichée par l’ASEAN par rapport au projet chinois mais également pour le concept de « Free and Open Indo-Pacific » porté par les États-Unis et le Japon, considéré trop exclusif par les États membres. L’inscription de l’AOIP dans une conception communautaire de l’Indo-Pacifique incarne ainsi la volonté de l’organisation de représenter une « troisième voie », distincte du système d’alliance américain et du réseau institutionnel chinois.

À propos de l’auteur : Hidetaka Yoshimatsu est professeur de politique et de relations internationales à l’université Ritsumeikan Asia Pacific, à Beppu, au Japon, et chercheur invité à l’université d’Adélaïde, en Australie.

À propos de la publication : Le *Journal of Current Southeast Asian Affairs* est une revue académique publiée par le GIGA Institute of Asian Studies à Hambourg. La publication s’intéresse aux dynamiques contemporaines de l’Asie du Sud-Est autant d’un point de vue, politique, économique, qu’environnemental et social.

2. See Seng TAN – “ASEAN Defence Ministers’ Meeting-Plus: Multilateralism Mimicking Minilateralism?”

La littérature académique oppose traditionnellement les nouveaux formats minilatéraux de type Quad aux formats classiques multilatéraux sous l’égide de l’ASEAN. Cet article postule que **l’ASEAN peut accueillir des arrangements multilatéraux au fonctionnement similaire à celui de clubs minilatéraux, à l’instar de l’ADMM-Plus.**

Célébré à son lancement en 1994, **l’Asean Regional Forum (ARF) est depuis devenu un exemple des lacunes du multilatéralisme centré sur l’ASEAN.** Si le forum a sans doute contribué à la sécurité et à la stabilité régionales en institutionnalisant et normalisant les rencontres au plus haut niveau dans un cadre orienté par l’ASEAN, il est désormais **perçu comme un simple forum de discussion.**

Il s’est en particulier révélé incapable de dépasser la diplomatie préventive, les activités de renforcement de la confiance, et à s’impliquer sur des dossiers chauds. Le cadre institutionnel de l’ARF, combiné aux jeux de pouvoir entre ses membres, le condamne au mieux à un nivellement par le bas des ambitions de ses membres, voire à des échecs.

L’ADMM-Plus s’illustre a contrario par un bilan plus positif. Son inclinaison en faveur d’une **coopération multilatérale pragmatique et concrète**, marquée par des exercices multilatéraux plus complexes et un renforcement des capacités, de la coopération et de l’interopérabilité dans des domaines tels que le HADR, la sécurité maritime et le contre-terrorisme, en est une des raisons. Un exemple est le mécanisme de partage de renseignement *Our Eyes Initiative* entre l’ASEAN et quatre puissances régionales (Australie, Japon, Nouvelle-Zélande et États-Unis).

Ce bilan tient en outre à la taille du groupe – limitée par rapport à celle de l’ARF – et à sa composition. Tous les membres de l’ADMM-Plus sont également membres de l’ARF, ce qui en fait **un sous-groupe de l’architecture de l’ASEAN.** En d’autres termes, tout en restant une institution de l’ASEAN qui adhère plus ou moins à ses codes et conventions, l’ADMM-Plus ne se limite pas pour autant à un forum de discussion.

En conclusion, l’auteur reconnaît néanmoins les obstacles qui peuvent encore peser sur son développement, en particulier **si le mode de coopération de l’ADMM-Plus s’éloigne de plus en plus des normes du multilatéralisme à l’ASEAN.**

À propos de l’auteur : **See Seng TAN** est Research Adviser à la S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS) et Senior Associate au Centre for Liberal Arts and Social Sciences (CLASS) de la Nanyang Technological University (NTU). Il était auparavant directeur adjoint et responsable de la recherche à l’Institut de défense et d’études stratégiques de la RSIS et responsable du Centre d’études sur le multilatéralisme de la RSIS.

À propos de la publication : Le chapitre fait partie d’un ouvrage collectif publié en 2020 et intitulé **« Minilateralism in the Indo-Pacific: the Quadrilateral Security Dialogue, Lancang-Mekong Cooperation Mechanism, and ASEAN »**. Édité par Bhubhindar Singh et Sarah Teo, ce livre cherche à expliquer la présence accrue d’accords minilatéraux en Indo-Pacifique, en particulier depuis la fin des années 2000.

3. Saifullah AKON, Md. Zakiul ALAM, Narut CHAROENSRI – “South and Southeast Asian Perceptions of Japan’s Strategic Rise for a Balanced Indo-Pacific: a Cross-National Case Study on Bangladesh and Thailand”

La conception japonaise sur l’Indo-Pacifique est centrée sur l’Asie du Sud-Est et du Sud, cruciales pour les intérêts économiques, politiques et sécuritaires du pays. Sa stratégie pour un Indo-Pacifique « libre et ouvert » (FOIP) a pour objectif de sécuriser ces derniers, mais également de protéger la région de la domination d’autres pays.

Pour la mettre en œuvre, le gouvernement a besoin du soutien de l’opinion publique, tant de son pays que de celles des États de la région, acteurs essentiels de l’élaboration de la politique étrangère. La Thaïlande et le Bangladesh occupent à cet égard une place centrale. **Les auteurs présentent les perceptions de 365 nationaux de ces deux pays quant à la montée en puissance stratégique du Japon.**

Cette dernière, définie comme « l’augmentation de la puissance économique, politique et militaire d’un pays lui permettant d’affirmer son influence sur la scène mondiale », est directement liée à la sécurité régionale et mondiale, et peut entraîner une concurrence accrue entre grandes puissances. Pour le Bangladesh et la Thaïlande, deux États de la région en plein développement déjà victimes de la rivalité sino-américaine, l’implication croissante du Japon dans la région constitue un enjeu pertinent.

88% des participants estiment que la montée en puissance du Japon favoriserait la paix et la stabilité dans l’Indo-Pacifique et 69,1% que la stratégie japonaise pourrait être une alternative à la *Belt and Road Initiative*. **Seulement 52% soutiennent la politique d’ouverture et de défense du Japon dans la région, de peur de s’aliéner la Chine.** La « diplomatie du bambou » de la Thaïlande considère la stratégie japonaise comme une option supplémentaire, non exclusive. Enfin, seulement 2,5% pensent que la montée en puissance du Japon pourrait permettre de prévenir les conflits dans la région. En tant que fournisseur de capacités (armements, infrastructures, etc.), et donc acteur militaire de second ordre, il serait ainsi perçu comme État stabilisateur et promoteur de paix plutôt qu’État dissuasif.

Les auteurs insistent néanmoins sur **le caractère préliminaire de l’étude**. Il est difficile de généraliser les résultats obtenus pour cet échantillon, d’autant que tous les États de la région ne sont pas des partenaires étroits du Japon comme le Bangladesh et la Thaïlande. Les résultats obtenus varient en outre très significativement selon le public interrogé : alors qu’une partie de la population se représente le Japon sous un angle quasi exclusivement économique, une autre, en contact direct ou indirect avec celui-ci, perçoit mieux les différents aspects de sa puissance.

À propos de l’auteur : **Saifullah AKON** (@AkonSaifullah) et **Md. Zakiul ALAM** sont tous les deux Assistant Professors à l’Université de Dacca au Bangladesh. **Narut CHAROENSRI** occupe le même poste à l’Université Chiang Mai en Thaïlande.

À propos de la publication : **East Asia**, anciennement *Journal of Northeast Asian Studies*, est une revue académique trimestrielle créée en 1998 du groupe *Springer*. Elle est spécialisée sur les interactions entre politique et culture qui sous-tendent les développements en Indo-Pacifique, selon une approche transnationale.

4. XUE Gong – “Economic Deterrence for Peace in the Indo-Pacific”

Dans un contexte sécuritaire indopacifique influencé fortement par les relations sino-américaines, l’auteure interroge **les conditions de l’efficacité d’une dissuasion économique**, encore peu considérée par une littérature focalisée sur la dissuasion nucléaire.

La complexité de l’interdépendance économique a modifié l’environnement stratégique de nombreux États. Celle-ci peut en effet éroder la capacité de dissuasion d’un pays, en faisant des liens commerciaux une arme de dissuasion, ou des richesses produites par les échanges commerciaux un moyen d’accroître ses capacités militaires.

L’auteure mentionne **quatre conditions pour une dissuasion économique efficiente** : (1) le **niveau d’interdépendance économique doit être extrêmement élevé** entre la partie dissuasive et l’agresseur ; (2) la menace de **sanctions doit être sévère et crédible**, basée sur des signaux forts rendant leurs effets inacceptables ; (3) la dissuasion fonctionne mieux **lorsque la partie dissuasive a la capacité de former une coalition politico-économique** en mesure de faire bloc contre l’agresseur ; (4) **la partie dissuasive doit pouvoir influencer les groupes d’intérêt du pays cible** afin d’exercer une pression interne.

L’émergence de dirigeants nationalistes moins enclins à faire des compromis sur le plan international et capables de manipuler l’interdépendance en sécurisant les activités économiques ou en faisant appel à des valeurs pour solliciter des partenaires dans le cadre de la dissuasion, **est venue remettre en question ces conditions**.

Alors que la menace de sanctions économiques n’a pas empêché le conflit en Ukraine, le parallèle avec la Chine est évident. **La Chine a une économie très intégrée, et l’isoler serait coûteux pour elle mais aussi pour les pays de la région**. En outre, aucun des pays asiatiques ne reconnaît officiellement la souveraineté de Taïwan. Enfin, le lexique d’« attaque sur une démocratie » utilisé pour l’Ukraine n’est pas attrayant en Asie et aucun discours alternatif capable de fédérer n’a pour l’instant émergé.

L’auteure conclut néanmoins à la **pertinence (théorique ?) de ce type de dissuasion en Indo-Pacifique**, réponse « douloureuse mais plus civilisée » à une agression, sûrement **efficace contre un régime dont la légitimité est essentiellement économique**. Alors que le principal défenseur d’une politique basée sur des valeurs dans la région, le multilatéralisme centré sur l’ASEAN, est encore bien timide à traiter des dossiers chauds, il paraît cependant prématuré d’envisager une prise de décision commune en cas de conflit.

À propos de l’auteur : **XUE Gong** est Assistant Professor à l’Université technologique de Nanyang et chercheuse invitée au Carnegie China. Titulaire d’une thèse de doctorat en économie politique internationale de la S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS), elle a auparavant été chercheuse associée à la RSIS.

À propos de la publication : Le chapitre fait partie d’un rapport collectif publié en décembre 2022, intitulé « **Detering conflict and preserving peace in Asia** ». Édité par le Centre on Asia and Globalisation de la National University of Singapore, il analyse la manière dont les risques de conflit en mer de Chine ou dans le détroit de Taïwan affectent la sécurité en Indo-Pacifique, et les mesures d’atténuation possibles.

5. Pour aller plus loin...

Cette rubrique propose une sélection d'autres articles et ouvrages parus récemment sur l'Indo-Pacifique. L'éditeur britannique Routledge demeure la maison d'édition la plus prolifique, avec la publication de trois ouvrages dédiés. D'autres articles approfondissent les perspectives stratégiques nationales, notamment indiennes, coréennes et indonésiennes.

PARUTION D'OUVRAGES

Barbara KRATIUK, Jeroen J. J. VAN DEN BOSCH, Aleksandra JASKÓLSKA, Yoichiro STATO (eds), *Handbook of Indo-Pacific Studies*, Routledge, 2023, 473 pages.

Cet ouvrage est un des seuls ouvrages généralistes sur l'Indo-Pacifique proposant une analyse de l'émergence du concept sur les approches politiques, économiques et sécuritaires qui dominaient jusqu'alors dans la région. Les auteurs croisent différents angles d'analyse : les enjeux de concurrence militaire, de la gouvernance maritime, des alliances, les dimensions socio-économiques, culturelles et religieuses dans la région, etc. Il inclut des analyses utiles sur le rôle des puissances moyennes et des petits États.

Swaran SINGH, Reena MARWAN (eds), *Multilateralism in the Indo-Pacific*, Routledge, 2023, 192 pages.

Dirigé par Swaran Singh (Jawaharlal Nehru University) et Reena Marwan (Delhi University), cet ouvrage collectif problématise l'évolution, la pertinence et les contours changeants des formes de coopération multilatérale en Indo-Pacifique, tant d'un point de vue économique que sécuritaire. Il offre une vue d'ensemble des organisations et des institutions existantes, nourrie par des débats théoriques et des analyses empiriques, pour souligner notamment l'influence des menaces non traditionnelles dans l'évolution des formats multilatéraux dans la région.

Srabani Roy CHOUDHURY, *Japan and its Partners in the Indo-Pacific Engagements and Alignment*, Routledge, Apr. 2023, 244 pages.

Ce livre propose un examen de la politique étrangère régionale du Japon à travers un prisme à la fois thématique (dimension stratégique, calculs économiques, sécurité maritime, *soft power*, etc.) et stato-centré (relations avec les États-Unis, l'Australie, l'Inde, le Vietnam, l'Afrique, la Corée du Sud et l'Indonésie).

ARTICLES

Anamika PUNDIR, "The New Template of India's Foreign Policy in the Multi-polar World", *International Journal for Multidisciplinary Research*, volume 5, n° 1, Jan-Feb. 2023.

Anamika Pundir, chercheuse à l'Indira Gandhi National Tribal University, s'intéresse aux évolutions et perspectives de la politique étrangère indienne. En particulier, elle analyse la posture proactive dans laquelle l'Inde envisage aujourd'hui son rôle sur les scènes régionale et mondiale, sous le prisme notamment de sa quête d'autonomie stratégique.

Andrew YEO, Kuyoun CHUNG, “A Relational Approach to Indo-Pacific Strategies: South Korea’s Role in a Networked Regional Architecture”, *Asian Politics & Policy*, Vol. 15, n° 1, Jan. 2023.

Andrew Yeo (Catholic University of America) et Kuyoun Chung (Kangwon National University) interrogent la perception des acteurs régionaux sur le rôle de la Corée du Sud en Indo-Pacifique. Selon une approche interactionniste, ils montrent que les relations de Séoul avec les acteurs de la région sont influencées par le réseau de relations dynamiques entre les différents acteurs régionaux.

Mukesh Shankar BHARTI, “The Strategic Partnership between Indian and the United States of America and how China’s Influence Challenges the India-US Alliance in the Indo-Pacific Region”, *Regional Formation and Development Studies*, volume 39, n° 1, Feb. 2023.

Chercheur à l’Université de Delhi, l’auteur analyse les principaux facteurs expliquant les évolutions récentes de la coopération bilatérale entre l’Inde et les États-Unis. En croisant une méthodologie empirique et une approche plus analytique, il dépeint l’environnement stratégique favorable dans lequel progresse la relation indo-américaine.

Mayang Agneztia PARASASTI, Wayan WARKA, Agus ADRIYANTO, “The Urgency of the Diplomatic Role of the Indonesian Navy in Supporting Security Stability in the Indo-Pacific Region”, *Aurelia: Jurnal Penelitian dan Pengabdian Masyarakat Indonesia*, Vol. 2, n° 1, Jan. 2023.

Les trois chercheurs indonésiens procèdent à une analyse théorique de la complexité de la sécurité régionale en Indo-Pacifique, des perceptions de la menace et de la diplomatie navales pour évaluer le rôle diplomatique de la Marine indonésienne dans la région en s’appuyant sur plusieurs études de cas.

Anil SOOKLAL, “The Indo-Pacific, an Emerging Paradigm for Peace, Cooperation, Sustainable Development and Mutual Prosperity”, *Journal of the Indian Ocean Region*, Feb. 2023.

Anil Sooklal évalue la contribution de cinq domaines de coopération pour la paix et la prospérité régionale : un ordre fondé sur les règles, la sécurité traditionnelle et non traditionnelle, le libre-échange, la sécurité environnementale et le développement durable. Il propose une réflexion sur le rôle de l’Afrique dans l’Indo-Pacifique.